

5 questions écrites pour AXA

Pour Reclaim Finance et les Amis de la Terre

Liste des questions

- [1. Fin des couvertures d'assurance à tout nouveau projet de développement dans le secteur pétrolier et gazier](#)
- [2. Cesser les soutiens aux entreprises qui développent des projets dans les pétrole et gaz non conventionnels](#)
- [3. Adopter une définition plus adaptée de la zone Arctique](#)
- [4. Voter contre la stratégie climat\(icide\) de Total](#)
- [5. Se désengager de Fortum étant donné ses pratiques de lobbying pro-charbon](#)
- [6. Adopter une politique d'exclusion sur la déforestation liée au soja importée](#)

1. Fin des couvertures d'assurance à tout nouveau projet de développement dans le secteur pétrolier et gazier

Membre de la Net Zero Asset Owner Alliance et Net Zero Underwriting Alliance et désormais chef de file de la Net Zero Insurers Alliance, AXA est de toutes les coalitions qui s'engagent à atteindre la neutralité carbone et aligner leurs services financiers avec une trajectoire 1,5°C. Mais s'engager à sortir du charbon ne suffit pas à y arriver, c'est sur toutes les énergies fossiles qu'il faut agir. Le [rapport spécial du GIEC publié en 2018](#) indique que rester sur cette trajectoire impose des efforts sans précédents et des "transformations rapides et profondes" dans *tous* les secteurs, pétrole et gaz compris. Le [Production Gap Report des Nations Unies](#) chiffre le rythme : la production de pétrole et de gaz doivent diminuer respectivement 4 % et 3 % par an.

Face à cette réalité scientifique, et au regard du budget carbone encore disponible pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris, il faut dès aujourd'hui cesser d'explorer et d'ouvrir de nouvelles réserves d'énergies fossiles. A fortiori, il faut également arrêter de construire des infrastructures de transport et de transformation qui entraînent une extraction continue et accrue. De plus, car éviter l'expansion ne suffira pas, il est également urgent de planifier la sortie du pétrole et du gaz à moyen terme. Un recours réaliste aux technologies industrielles et naturelles de capture et stockage du CO2 implique [une sortie du pétrole et du gaz](#) en 2040 dans les pays de l'OCDE, et d'ici 2050 au niveau mondial. Programmer la fermeture progressive et totale des actifs existant, en accompagnant et soutenant les travailleurs et communautés s'impose.

Certes, on ne sortira pas du pétrole et du gaz du jour au lendemain mais on ne peut plus se permettre d'aggraver le problème. Plus on attendra et plus les coûts de la transition seront lourds. En tant que l'un des premiers assureurs internationaux, vous êtes le mieux placé pour le comprendre.

Dans ce contexte d'urgence climatique, comptez-vous renouer avec votre leadership passé en vous engageant à cesser toutes couvertures d'assurance à de nouveaux projets de production pétrolière et gazière ?

A fortiori il s'agit d'éviter d'amorcer la bombe climatique contenue outre-atlantique dans les pétrole et gaz de schiste : pouvez-vous vous engager dès cette année à suivre l'exemple de BNP Paribas et à ne plus accorder de couvertures d'assurances à de nouveaux projets dans ce secteur et sur toute la chaîne de valeur, intégrant ainsi les terminaux d'exportation nord-américains ?

2. Cesser les soutiens aux entreprises qui développent des projets dans les pétrole et gaz non conventionnels

Nous l'avons précédemment rappelé : tout projet d'expansion du secteur pétrolier et gazier est incompatible avec l'objectif de stabiliser le réchauffement climatique en deçà d'1.5°C. Il est d'autant plus urgent d'agir sur tous les sous-secteurs des pétrole et gaz non conventionnels. Ces secteurs concentrent l'intégralité des risques ESG couplés à des risques financiers et économiques. Ils sont associés à de lourdes violations des droits humains et/ou menacent la protection de l'environnement et de la biodiversité. Par ailleurs, la majorité de la croissance prévue des hydrocarbures dans le monde dans les quelques années à venir viendra de ces secteurs : alors qu'il nous reste que 9 ans pour agir en profondeur pour limiter le réchauffement à 1,5°C, ces secteurs constituent autant une menace qu'une opportunité d'action efficace.

Cette exigence climatique, sociale et environnementale rejoint une demande politique. En octobre 2020, Bruno Le Maire appelait les acteurs de la place de Paris à se doter de stratégies de sortie des pétrole et gaz "non conventionnels". En sortir suppose de cesser tous services financiers qui iraient au développement de ces secteurs : pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux et pétrole lourds, forages en Arctique et en eaux très profondes, de l'extraction aux infrastructures de transport, transformation ou stockage.

Arrêter l'expansion se fait à deux niveaux : premièrement, il s'agit bien entendu de ne plus assurer de nouveaux projets. Sur ce point, AXA s'est doté de premières mesures, mais uniquement sur les sables bitumineux et l'Arctique. Deuxièmement, il s'agit aussi d'arrêter de soutenir les velléités d'expansion des entreprises dans ces secteurs. Or sur ce point, les politiques d'AXA ne répondent en rien ni à l'urgence climatique ni à l'appel du ministre.

Par exemple, AXA peut toujours investir dans et assurer une entreprise comme Total qui développe pourtant de nombreux projets dans la zone Arctique. Au total, nous estimons que AXA a investi 313 millions de dollars dans les 30 entreprises les plus actives dans les forages en Arctique.

Autre exemple, AXA reste très investi sur les pétroles et gaz de schiste. En 2020, notre enquête^[3] révélait que AXA fait partie du top 10 des investisseurs européens dans ce secteur. Dans son portefeuille d'investissement figuraient les entreprises prévoyant la plus forte production de gaz et de pétrole de schiste d'ici 2050 à partir de puits aujourd'hui non ouverts. Au total, en 2020, AXA comptabilisait 2,3 milliards de dollars d'investissements et d'obligations dans les 100 entreprises les plus exposées au pétrole et gaz de schiste.

En 2015 puis en 2017, AXA a su se saisir des opportunités politiques et annoncer à deux reprises des politiques qui ont fait référence, en amont de la COP21 puis lors du One Planet Summit. Alors que la COP26 arrive, AXA a tout intérêt à se positionner de nouveau en exemple, cette fois-ci sur les pétrole et gaz non conventionnels. En 2017, vous affirmiez « no new coal ». D'ici la COP 26, il est temps de dire « no new unconventional oil and gas ».

Prévoyez-vous de publier une politique de sortie des pétrole et gaz non-conventionnels? Plus précisément :

- **Vous engagez-vous à ce que cette politique couvre les entreprises « expansionnistes » qui investissent dans les pétrole et gaz non conventionnels?**
- **Ainsi, vous engagez vous à conditionner vos nouveaux investissements et couvertures d'assurance à l'arrêt par vos clients du développement de nouveaux projets dans l'exploration, l'exploitation, le transport, le stockage, la transformation de pétrole et gaz de schiste, de gaz naturel liquéfié (GNL), des sables bitumineux, les forages en Arctique, ou en eaux très profondes ?**
- **Vous engagez-vous à adopter un calendrier de retrait précis de ces secteurs, garantissant une sortie totale d'ici 2030 ?**

3. Adopter une définition plus adaptée de la zone Arctique

AXA a adopté une politique sur l'Arctique. Cependant, votre définition de l'Arctique ne correspond pas à des règles internationales ou géométéorologiques précises, et ne couvre qu'un nombre très limité de projets : 172 sur les 408 recensés dans la zone Arctique telle que [définie par l'Arctic Monitoring and Assessment Programme \(AMAP\)](#). L'AMAP est un des groupes de travail du Conseil de l'Arctique et a défini les frontières de l'Arctique à partir de paramètres liés à l'océanographie mais également liés à la banquise et au permafrost. Elle couvre une zone plus large, dont la zone de glaces marginales qui abrite des écosystèmes précieux et très fragiles.

Etant donné l'engagement de la Fondation AXA pour préserver l'Arctique, et la volonté d'AXA de faire de la biodiversité une priorité, il conviendrait que le groupe adopte, dans un souci de cohérence, une autre définition pour s'assurer qu'AXA ne soutient pas de projets menaçant les écosystèmes de la zone.

Vous engagez-vous à adopter la définition du Arctic Monitoring et Assessment Programme du Conseil de l'Arctique ?

4. Voter contre la stratégie climat(icide) de Total

Chris Hohn, fondateur du hedge fund TCI et de la fondation CIFF, à l'origine du « Say On Climate », a récemment déclaré publiquement : ***“It’s obvious that shareholders should vote against Shell’s and Total’s proposed transition plans and against directors. It’s important that the world calls out those investors that don’t do so, both through shame and removing business from them [...] Without near-term targets, we’re not going to get anywhere, we’ll have vague commitments that don’t do anything. Targets and a plan to back them up are fundamental to the change we need. [...] It’s absolute greenwashing and hypocrisy to say we’re supporting all this great stuff on climate and then support plans that don’t lead to any reductions.”***

Chris Hohn s’adresse aux actionnaires de la major pétrolière et gazière Total dont vous faites partie. Le 18 mai 2021, vous serez amené à participer à un vote consultatif pour ou contre la stratégie climat de l’entreprise, sur le principe du « Say on Climate ». Vous pouvez saluer ce choix de consultation par Total mais ce vote consultatif ne doit pas avoir pour but de reconnaître que Total fait des progrès, même s’ils sont insuffisants, mais bien d’évaluer la crédibilité de la stratégie climat du groupe à l’aune des impératifs climatiques.

Or en l’état, la stratégie « climat » de Total n’est ni crédible ni compatible avec l’objectif de stabiliser le réchauffement climatique à 1,5°C qui exige de réduire rapidement le recours au pétrole et au gaz :

- Total n’a pas prévu de réduire sa capacité de production d’énergies fossiles, mais au contraire d’augmenter de 30% sa production de gaz d’ici tout en maintenant ou diminuant très faiblement celle de pétrole. En 2019, [Carbon Tracker Initiative](#) calculait qu’il fallait que Total réduise sa production d’énergies fossiles d’au moins 35% d’ici 2040 et encore pour s’aligner avec le scénario « Beyond 2 Degrees » de l’Agence Internationale de l’Energie, scénario donc insuffisant pour tenir votre objectif en tant que membre de la Net Zero Asset-Owner Alliance.
- En consacrant encore 80% de ses dépenses d’investissement au pétrole et au gaz en 2030, Total échoue à aligner ses capex avec une trajectoire 1,5°C, une demande majeure du CA100+ dont vous faites partie. L’évaluation des performances climatiques des entreprises engagées à travers le CA100+, le Net Zéro benchmark, a conclu que 58% des capex pétrole et gaz de Total pourraient devenir des actifs échoués.
- Non seulement de nombreux projets de Total sont incompatibles avec le budget carbone disponible dans un scénario 1,5°C ou « well below 2°C » mais ils soulèvent aussi pour certains des risques très lourds pour la biodiversité, les droits humains et in fine les investisseurs et assureurs derrière Total : il en est ainsi du mégapipeline pétrolier EACOP, associé au projet d’ouverture de nouvelles réserves Tilenga dans la région des Grands Lacs ou cinq projets de forage dans la région Arctique.

Les engagements de Total se limitent en réalité à :

- Une baisse trop faible de l’intensité carbone de ses activités : entre -15 à -20% d’ici 2030 là où Carbone 4 estime qu’il faudrait réduire l’intensité carbone de 75% dans un scénario 2°C et de 90% dans un scénario 1.5°C

- Une baisse, d'ici 2030, de 40% de ses émissions de scope 1+2 qui ne représentent que 10% des émissions totales du groupe
- Un engagement non chiffré à ce que ses émissions de scope 3 soient plus faibles en 2030 qu'en 2015. L'absence d'objectif précis et les prévisions de développement dans les énergies fossiles indiquent qu'il ne pourrait s'agir que d'une baisse nette infinitésimale car Total mise sur un recours dès 2030 aux technologies industrielles et naturelles de capture et de stockage de CO₂.

Total justifie ses projets avec des scénarios qui misent sur des hypothèses peu réalistes de capture et séquestration du carbone et de compensation carbone. Mais si Total entend y recourir pour atteindre ses objectifs de scope 1+2+3, il ne précise pas la part de celles-ci dans ses objectifs ni comment il entend les développer. Ce type de pari doublé à l'absence de transparence de la part de Total sur des indicateurs clés est source de risques supplémentaires pour les investisseurs et assureurs de la major.

L'année dernière, vous avez choisi de soutenir Total en votant contre la résolution climat soumise au vote par un groupe d'actionnaires pour pousser Total à changer de cap. Cette année, vous avez l'occasion de ne pas commettre cette même erreur. Encourager un « Say on Climate » annuel tout en votant contre la stratégie climat de Total est l'unique manière responsable d'encourager l'entreprise à réviser à la hausse ses objectifs climatiques. Total prévoyant 5 nouveaux projets en Arctique et étant présent dans d'autres secteurs pétroliers et gaziers non conventionnels, vous vous mettez également en condition de répondre favorablement à l'Appel de Bruno Le Maire. A l'inverse, un vote de soutien à la stratégie de Total illustrerait le manque de sincérité de votre engagement à aligner votre portefeuille d'investissement sur une trajectoire 1,5°C. Celui-ci apparaîtra comme un simple coup de communication et pourra être classé dans la catégorie du greenwashing.

Comptez-vous voter contre la stratégie « climat » de Total soumise au vote des actionnaires du groupe lors de l'assemblée générale du 28 mai, et qui est incompatible avec une trajectoire de réchauffement de seulement 1,5°C ?

5. Se désengager de Fortum étant donné ses pratiques de lobbying pro-charbon

Axa s'est engagé à sortir du charbon d'ici 2030 dans l'OCDE et d'ici 2040 dans le reste du monde et a fixé des seuils d'exclusion applicables dès maintenant pour les entreprises du secteur. Début 2021, vous avez pris la bonne décision de cesser d'assurer RWE parce qu'il ne prévoit pas de sortir du charbon dans l'OCDE d'ici 2030.

Mais il reste encore des zones d'ombre. Parmi les entreprises encore dans le portefeuille d'investissement d'AXA, se trouve Fortum, l'actionnaire majoritaire de l'entreprise Uniper encore très engagée dans le charbon. En 2020, Uniper s'est illustrée en démarrant une nouvelle centrale en Allemagne, Datteln IV, malgré le plan de sortie du charbon mis en place par le gouvernement. Tout récemment, Uniper attaquait les Pays Bas devant les tribunaux néerlandais ainsi qu'au tribunal de règlements des différends entre investisseurs et Etats afin de s'opposer à leur décision de sortir du charbon d'ici 2030. A tout point de vue, la politique de Fortum/Uniper est incompatible avec la [politique de sortie du charbon](#) adoptée par AXA fin 2019[5]. Au-delà des critères stricts d'exclusion, vous vous y engagez à « *encourager les entreprises à développer et publier un plan de sortie ou de fermeture pour leurs infrastructures charbon d'ici 2021, dans la mesure du possible. Une analyse au cas par cas des entreprises permettra d'informer les futures décisions d'investissement* ».

Vous êtes bien au fait de cette incompatibilité : nous avons salué début 2020 une lettre de plusieurs investisseurs, dont AXA, au CA de Fortum. Cette lettre critiquait la mise en service d'une nouvelle centrale à charbon (Datteln IV) et appelait l'entreprise à cesser les pratiques de lobbying qui contredisent l'accord de Paris et à s'engager à sortir du charbon.

Or l'absence d'avancée en direction de l'adoption d'un plan de sortie du charbon et l'engagement de poursuites récentes contre les Pays-Bas soulignent bien que Fortum/Uniper n'ont pas écouté vos demandes et ont décidé, au contraire, de bloquer les efforts étatiques en vue d'une sortie du charbon dans les temps impartis pour limiter le réchauffement à 1,5°C.

Vous nous avez montré à plusieurs reprises que vous êtes prêts à arrêter de fournir des services aux entreprises qui alimentent la crise du charbon.

Etant donné que Fortum/Uniper ne prévoit pas de sortir du charbon d'ici 2030 et qu'au contraire, elle intensifie ses pratiques scandaleuses pour ralentir la sortie du charbon en Europe, comptez-vous vous désengager de Fortum d'ici fin 2021 ?

6. Adopter une politique d'exclusion sur la déforestation liée au soja importée

Si la déforestation tropicale était un pays, ce serait le troisième plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde, juste après la Chine et les États-Unis. Malheureusement, malgré leurs engagements climatiques, les institutions financières comme AXA sont particulièrement absentes sur le sujet.

Pire, elles se rendent complices en laissant faire la déforestation liée aux cultures du soja en Amérique du sud pour nourrir le bétail en Europe et en Amérique du Nord. C'est notamment [le cas au Cerrado](#) : face à l'explosion de la demande en soja, c'est aujourd'hui l'un des écosystèmes les plus menacés de la planète. 50 % de sa superficie initiale a déjà été détruite. Sa disparition serait un désastre pour le climat et la biodiversité alors qu'il stocke l'équivalent de 13,7 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) et abrite 5% de la biodiversité mondiale.

La destruction du Cerrado n'est pas une fatalité, à condition d'imposer l'adoption et de la mise en place de mesures "zéro déforestation" par les négociants tels que ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus, qui, à eux seuls, sont responsables de 56% de l'exportation de soja au niveau international. En 2020, 4 investisseurs français détenaient la quasi-totalité des actions et obligations investies par des acteurs financiers français dans ces 4 entreprises. AXA en fait partie.

Fin 2019, AXA s'engageait à faire de la biodiversité une priorité via son plan Act4Nature. Il était notamment question d'affiner les listes d'exclusion pour limiter l'impact des investissements d'AXA sur la déforestation. Fin 2020, interpellée sur le sujet, Axa répondait aux associations que la lutte contre la déforestation était une priorité. Pourtant à ce jour, Axa n'a pris aucun engagement concret pour lutter contre la déforestation liée au soja importé - comme par exemple, suspendre tous services financiers aux négociants qui n'auraient pas révisé les contrats qui les lient aux producteurs de soja pour stipuler explicitement que tout soja issu de terres déboisées ou converties à partir d'écosystèmes naturels après le 1^{er} janvier 2020 ne sera plus accepté et intégré dans les chaînes d'approvisionnement.

Pendant ce temps, le Cerrado continue de brûler. Il est urgent que AXA revoie sa copie : avez-vous prévu d'annoncer une politique d'exclusion pour les entreprises liée au négoce mondial du soja qui ne s'engagent pas sur un objectif zéro déforestation ?